

Chapitre IV - Projet de zonage d'assainissement des eaux usées

IV.1 - OBJECTIFS, ENJEUX ET REGLEMENTATION

IV.1.1 - OBJECTIFS

L'étude de zonage d'assainissement vise plusieurs objectifs :

IV.1.1.1 - Objectifs techniques

- La définition des prescriptions en matière d'assainissement des eaux usées en situations actuelle et future.
- La délimitation des secteurs en assainissement collectif, donc devant être raccordés au réseau d'assainissement conformément au code de la santé publique et des secteurs en assainissement non collectif, zone d'intervention du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).
- La détermination de l'aptitude à l'assainissement non collectif des principales zones et la recommandation de certains types de filières.
- L'identification des contraintes vis-à-vis de chaque mode d'assainissement, la comparaison entre ces solutions et la détermination du meilleur compromis technique, économique, environnemental, dans le respect des obligations réglementaires.
- Cette étude contribue également à maîtriser les dépenses publiques en définissant un programme de travaux réfléchis en fonction de la situation actuelle et des aménagements à venir, afin d'anticiper sur les besoins futurs de la collectivité.

IV.1.1.2 - Objectifs de développement et d'orientations

- La vérification de l'adéquation entre le projet de développement de la commune et les capacités de traitement des ouvrages d'assainissement.
- La mise en cohérence des orientations de développement communales, à savoir l'adéquation entre le document d'urbanisme prochainement en vigueur et le zonage d'assainissement.

IV.1.1.3 - Objectifs réglementaires

- Respect du Code Général des Collectivités Territoriales et de la Loi sur l'Eau, qui impose la réalisation du zonage d'assainissement.

IV.1.2 - RAPPELS REGLEMENTAIRES

La réalisation du zonage d'assainissement est imposée par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), modifié par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, qui précise :

▪ **Article L2224-10**

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- 1) Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- 2) Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

D'autres articles importants du CGCT précisent certaines dispositions en matière d'assainissement et de zonage :

▪ **Article L2224-8**

I.-Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

II.-Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.

III.-Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

▪ **Article R2224-7**

Peuvent être placées en zone d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif.

▪ **Article R2224-8**

L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-23 du code de l'environnement.

▪ **Article R2224-15**

Les communes doivent mettre en place une surveillance des systèmes de collecte des eaux usées et des stations d'épuration en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité, d'une part, du milieu récepteur du rejet, d'autre part.

Un arrêté des ministres chargés de la santé et de l'environnement fixe les modalités techniques selon lesquelles est assurée la surveillance :

- a) De l'efficacité de la collecte des eaux usées ;*
- b) De l'efficacité du traitement de ces eaux dans la station d'épuration ;*
- c) Des eaux réceptrices des eaux usées épurées ;*
- d) Des sous-produits issus de la collecte et de l'épuration des eaux usées.*

Les résultats de la surveillance sont communiqués par les communes ou leurs délégataires à l'agence de l'eau et au préfet, dans les conditions fixées par l'arrêté mentionné à l'alinéa précédent.

IV.1.3 - OBJET DE LA PRESENTE ENQUETE

La présente enquête publique a en conséquence pour objet la délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif, relevant de la compétence assainissement eaux usées de la Communauté de communes Usses et Rhône (CCUR).

Le territoire concerné s'étend au périmètre des 26 communes membres situées sur les territoires de la Haute-Savoie et de l'Ain.

Monsieur le Président de la Communauté de communes Usses et Rhône diligentera le passage à l'enquête publique de ce dossier.

IV.2 - PROJET DE DELIMITATION DES ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

IV.2.1 - ETUDES PREALABLES ET METHODOLOGIE

Parallèlement à l'établissement d'un projet de zonage de l'assainissement collectif et non collectif, la CCUR a lancé la réalisation d'un schéma général d'assainissement, qui permettra de recenser tous les travaux de réhabilitation des réseaux existants ainsi que tous les scénarios possibles de développement du réseau de desserte sur son territoire de compétence. Pour des raisons de délais en lien avec l'avancement des PLUi, seuls les scénarios d'extension ont été étudiés à ce jour. Ils ont fait l'objet d'un rapport à part (Rapport de phase 3 : Elaboration de scénarios et étude comparative). Un tableau récapitulatif est donné dans ce rapport dans un précédent chapitre.

Cette étude, menée en concertation avec la CCUR et les communes membres, a permis d'établir un inventaire des travaux d'extension à réaliser pour l'assainissement collectif et de caractériser les possibilités d'assainissement non collectif dans les zones non desservies, sur la base des critères suivants :

- l'intérêt environnemental,
- les contraintes budgétaires,
- le coût de travaux d'extension de réseau par branchement,
- les contraintes d'urbanisme (densité de l'habitat et perspectives de développement),
- les possibilités de mise en place de dispositifs d'assainissement non collectif.

Cette programmation arrête des travaux pour un coût total d'environ **3 082 000 € HT** pour la période 2019 - 2030.

Les investissements prévus correspondent notamment à :

- des extensions des collecteurs de desserte de certains hameaux
- la création de nouvelles stations d'épuration

Cette programmation n'emporte pas pour la CCUR obligation de réaliser les travaux dans un délai déterminé, les travaux envisagés pouvant être reportés notamment pour des motifs financiers ou techniques.

Le zonage de l'assainissement a été établi en tenant compte, des réseaux existants et du projet de PLUi en cours.

Le zonage s'est attaché particulièrement aux zones classées en urbanisation actuelle et aux zones urbanisables à l'échéance du projet de PLUi en cours. Ont également été prises en compte les parcelles hors zonage PLUi pour lesquelles un certificat d'urbanisme, une déclaration de travaux, un permis de construire ou un permis d'aménager, a été déposé sous la réglementation des PLU communaux actuels.

IV.2.2 - PROJET DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

Les zones d'assainissement collectif et non collectif définies dans le cadre de cette étude correspondent à la solution d'assainissement la mieux adaptée en fonction des différents critères environnementaux et technico-économiques et intègrent les objectifs d'urbanisme retenus par les communes dans les documents intercommunaux d'urbanisme (PLUi). Les zones d'assainissement sont cohérentes avec les dispositions de ces plans.

Les principales contraintes prises en considération sont les suivantes :

- la préservation des captages et points d'eau,
- les possibilités d'assainissement autonome (surface disponible, nature des terrains),
- le respect des possibilités de rejet,
- la prise en compte des risques naturels,
- la prise en compte des perspectives d'évolution de l'urbanisation,
- le réalisme financier,
- le respect du cadre réglementaire.

Les zones d'assainissement collectif actuel correspondent aux zones urbanisées ou urbanisables du PLUi desservies par un réseau d'assainissement

Les zones d'assainissement collectif futur correspondent aux zones urbanisées ou urbanisables du PLUi pour lesquelles des travaux d'assainissement sont envisagés à l'horizon du PLUi.

Les zones d'assainissement non collectif correspondent, en application de l'article R.2224-7 du Code général des collectivités territoriales, aux parties du territoire des communes dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif.

Les motifs de choix du zonage pour chaque secteur sont précisés dans le rapport « Elaboration de scénarios et étude comparative » joint.

Pour l'assainissement non collectif, les dispositifs d'assainissement pouvant être mis en place ont été spécifiés à titre indicatif en fonction de l'aptitude des sols et de la capacité des milieux récepteurs.

La carte d'aptitude des sols a pour objectif d'évaluer les possibilités de mise en place ou de réhabilitation de filières d'assainissement non collectif à l'échelle d'un secteur, sur la base de quelques sondages de sol. Elle est définie sur les secteurs actuellement gérés sur le mode assainissement non collectif et les secteurs destinés à une urbanisation future.

Il est à noter que la carte d'aptitude et la carte de zonage sont des documents d'orientation non opérationnels dont l'objectif est seulement, au sens de l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, de délimiter les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif.

Les éléments techniques relatifs à l'assainissement non collectif sont des éléments **d'aide à la décision**. Ils ne devraient donc **en aucun cas être utilisés pour remplacer les études à la**

parcelle dans le cadre de réhabilitations et/ou de l'instruction de nouveaux permis de construire.

Ce zonage ne constitue pas un document de programmation de travaux et ne crée pas de droits acquis pour les tiers. Ainsi, notamment, il ne comporte pas d'engagement à la réalisation des travaux d'extension de réseaux à une échéance définie, ni de droit à l'obtention à titre gratuit de la réalisation des équipements publics nécessaires à la desserte des terrains.

Ce zonage a pour objet de déterminer le mode d'assainissement retenu et n'a pas pour effet de rendre constructibles les terrains situés dans ces zones.

Les cartes d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif sont données en **Annexe 2**.

IV.3 - ZONES EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF

IV.3.1 - EN ETAT ACTUEL

IV.3.1.1 - Zones définies

Les secteurs concernés par un zonage en assainissement collectif actuel, sont les secteurs déjà desservis par le réseau existant.

Le tableau ci-dessous dresse l'inventaire des zones en assainissement collectif actuel.

Les noms des lieux-dits cadastraux sont donnés à titre indicatif et peuvent n'être concernés qu'en partie. Seule la carte de zonage donne la localisation et le découpage précis de ces secteurs.

Communes	Secteurs en assainissement collectif actuel (lieux-dits cadastraux)
Anglefort	Ilage de Chambarais, Champion, Sous Champion, Au Radelu, Aux Chapons, Chevrier, En Vachelien, Sur les Tras, La Genette, Clos Robert, La Bannette, Au Verger, Le Clos, Au Bourg, La Combe, Champ Rigolet, Court, Pierre d'Ame, Aux Griottes, Le Vigny, La Gorenette, La Perrolas, Boursin d'en Bas, Boursin d'en Haut, Pré Dalphin, Aux Crêts, Mieugy, Les Contamines, Rhemoz
Bassy	Le Rattier, Fond du Village, Vers L'Eglise, Bassy, Don
Challonges	Bordon, Sous Buyet, Buyet, Sous Richy, Prés Sous Cour, Challonges, Magnificat
Chaumont	Chaumont, Sous la Ville, Pré Magnin, L'Afflit, Près de la Fontaine, Champs du Mont, Aux Voieries, Corbouilloux, Chaumontet, Les Grandes Reisses, Malpas, Derrière le Malpoas, Vers Vaudet, Les Roches
Chavannaz	Poitrier, La Sauffaz, Aux Combes Sud, Les Zeramy, Letraz, Chavannaz, Sous Massy Sud, Lallée, La Fiole, Sous Massy Nord, Aux Marais, Au Moray
Chêne en Semine	Chêne-en-Semine, La Gorge, Les Cardinats, Sur la Ville, Marsin, La Taillée, La Grande Combe
Chessenaz	Perrandaz, Aux Halliers, Chessenaz, Au Verger, Sous la Cour, Les Closets, La Contamine, L'Uche, Champ l'Ami, Chez les Favre, Mons
Chilly	Coucy, Le Crêt, Les Vorges, Mougny, Le Biollay Est, La Techimaz, La Vulpillière, Au Naz, Vaudet, Créta, Sous la Ville, Chez Gostin, Noverly, La Curiaz, Pré Boverand, Chilly, Chez Métral
Clarafond-Arcine	Les Places, Bois de la Donnaz, La Prèle, VErnettes, La Province, Sur Menay, Marlogne Est, Chez Gantin, Champ Verboz, Verboz, Champ Rambaud, Arcine, Sous l'Eglise, Vers Aule, Chez Rigot, Bange
Clermont	Les Closets, Sous la Ville, Clermont, Bulot
Contamine-Sarzin	Chenevriers, Jonnex Ouest, Machire, Contamine, Jonnex Est, Fontansin, Combe Platets, Longs Champs
Corbonod	Aux Grands Prés, Aux Fontaines, A Maboez Ouest, Clos Bouzout, Prés Devert, Aux Oncieux, Hameau de Gignez, A Lachat, Champ Neuf, A l'Ernire
Desingy	Planaz, Huttins de Planaz, La Chavanne, Pelly, Champ Bony, Le Creux, Crumel, Derrière le Four, Champ Perret Nord, Prés Brûlés, La Cry, Au Sapin, Desingy
Droisy	Droisy, Pré de la Fontaine, Sur les Murgers
Eloise	Sur l'Etang, Les Closets, Le Barcy, Le Mollien, Le Chef-Lieu, Les Bachats, Crêt des Pesses, Les Rippes, Les Grands Bois, Pré Berthet, Sur les Nants, Le Grand Buisson, Balavent, Sur le Malpas, Bois d'Arlod, Les Vignes, Sur le Fays, Sur Bonvy, Les Terreaux, Grands Champs, Sous Fiolaz, Les Rippes, Métral-Grands-Prés, Clos Rosset, La Pièce, Fiolaz
Franclens	Derrière le Frut Sud, le Frutau, Buisson d'en Haut, la Marlogne, Champs de l'Uche, Sous le Frut Sud, Sous le Frut Nord, Franclens, Pré de la Combe, La Babale, Pré Maillet, Pré Nourry, Le Grand Pré, Sous le Village, Sous le Fenin, Le Bonnon, Derrière les Prés, La Combe, Les Chenalles, Champ Bourbon, La Rippaz, Le Grand Champ, Chez

Communes	Secteurs en assainissement collectif actuel (lieux-dits cadastraux)
	Derippaz, La Place, Derrière chez Lion, Champ de la Fumaz, Champ Soutraz, Derrière Chez Derippaz
Frangy	Les plats Est, Les Aricoques, Malatrais, Cranant, Vignes du Bois, Le Grand Pont Sud, Le Grand Pont Ouest, Le Grand Pont Est, Raforais, Aux Esserts, Les Voivres, Frangy, Les Bottières, Champ d'Horty, Gervais Sud, Gervais Nord, La Crotte, Sous Creux, Les Côtes, Les Inverses, Tête Ronde Ouest, La Margande, Sous Creux Ouest, Sous Creux Est, Jersaigne, Pallery, Sur les Haies, Moisy, Les Vignolles, Collonges d'en Bas, Sous la Combe, La Combe, Sur le Beule, Château de Collonges, En Haut de Chez Lacraz, Collonge d'en Haut, Sur Maisons, Sur le Bois
Musièges	Bonnet Ouest, Grand Charrière, Bonnet Est, Vers l'Ormeau, Couasatane, Musièges, La Pareause, La Cour, Deverroz, Serrasson Ouest, Bionnaz, La Ravoire, Vergeon
Marlioz	Grière, Les Grands Champs, La Vorzia, La Rippe, Vers Deige, La Pérouse, Marlioz, La Planchette, Pré Chenevriers, Aux Plans, Gravière du Perry, La Cattin, Vers la Forêt
Menthonnex-sous-Clermont	Mionnaz Nord, Mionnaz Ouest, Le Ronzier, Le Platon, La Côte, Pavully Sud
Minzier	Au Pont Fornant, Champ de Beau Sud, Grands Prés, Pré de Marlioz, Luche, Prévy, Corneillet, Pré Chenevrier, Minzier, Sur l'Arête, A Ballon, Sur la Côte, La Planche, Champ Lanternier, Champ de Beau Nord, Le Châtelard, Vers la Fruitière, Les Barraques
Seyssel 01	Talaut, La Guenette, Le Chêne, Gare d'Eau, En Cabaret, Seyssel Sud, La Tour, Grogner, Sur la Terrasse, Les Capucins
Seyssel 74	Caillat, Les Maures, Les Donchers, L'Iles, Congeon, La Vignarde, La Rochette Sud, Contour du Paumont, Vers Matraz, Saint Victor, Les Serrières, Métral, Clostan Ouest, Clostan, Les Oudets, La Prairie Est, La Genty, Les Maillettes, La Combe d'Abbé, Pré Bandit, Seyssel, Les iles Saint Nicolas, L'Iles Nord
St Germain-sur-Rhône	Sur les Crêts, Bel Air, Beaumont, Les Ires, Les Platières, Le Prenet, Grand Essert, La Rouge, Pré du Chêne, Les Ages, Pré Penet, Cusinens, Le Vernay, Sous Lapraz, Lapraz, Les Charmasses, La Combette
Usinens	La Chèvre, Usinens, Lambochy, Chez Morand, La Chambre aux Chiens, Pré Rosay
Vanzy	Paquis, Chatenod, Cleset, La Renave, La Bataille, Les Chataigniers, Tirnan, Péquet, Chez Martian, Mons, Moucy, Vanzy, Les Crêts, Cardelet

IV.3.1.2 - Proposition de réglementation des zones d'assainissement collectif actuel

- La collectivité prend à sa charge l'entretien des réseaux et l'entretien de la STEP
- Toutes les habitations existantes doivent être raccordées au réseau collectif d'assainissement.
- Toute construction nouvelle doit être raccordée au réseau collectif d'assainissement.
- L'assainissement non collectif ne peut être toléré que sur dérogation du Président de la CCUR pour des cas particuliers techniquement ou financièrement « difficilement raccordables ».
- Le règlement d'Assainissement Collectif est celui de la CCUR.
- Toute personne raccordée ou raccordable est redevable de la redevance d'assainissement Collectif. Les frais et redevances liés à la tarification de l'Assainissement Collectif sont dus par les usagers au la CCUR.
- Toute construction nouvelle ou toute extension d'une construction existante implique le versement à la collectivité de la PFAC (Participation pour de Financement de l'Assainissement Collectif).
- Le défaut de raccordement donne la possibilité de doublement de la redevance d'Assainissement Collectif.

- Dans les zones raccordées au réseau collectif d'assainissement, l'assainissement n'est pas un facteur limitant pour l'urbanisation (sous réserve des capacités de traitement de la STEP).

IV.3.2 - EN ETAT FUTUR

IV.3.2.1 - Justification des projets

Les zones suivantes ont été classées en assainissement collectif futur :

- Soit parce que la configuration du bâti faisait que la réhabilitation des installations d'assainissement autonome n'est plus envisageable par manque de place (habitat trop resserré),
- Soit parce que face à l'importance du nombre d'installations qu'il fallait reprendre, il a semblé plus judicieux de créer un réseau de collecte et de le raccorder à une station d'épuration,
- Soit parce que l'aptitude des sols et les possibilités de rejet dans le milieu hydraulique superficiel sont mauvaises limitant les possibilités de développement en ANC,
- Soit parce que le réseau d'eaux usées existant est situé à proximité.

Seuls les projets finançables objectivement par la CCUR ont été retenus.

IV.3.2.2 - Zones définies

Les communes adhérentes à la CCUR ont eu connaissance des différents scénarios d'assainissement et ont pris les décisions suivantes :

- extension de l'assainissement collectif aux secteurs (en partie) suivants :

Communes	Secteurs en assainissement collectif futur (Lieux-dits cadastraux)
Anglefort	-
Bassy	Fond du Village, Aux Ires
Challonges	Loverly, Sous le Château, Pré de l'Allier
Chaumont	Sous la Ville
Chavannaz	-
Chêne en Semine	Les Milières, Les Taillées (ZAC 4)
Chessenaz	Chessenaz, L'Uche
Chilly	La Curiaz, Vers le Peuplier, Le Biollay Ouset, Techimaz, La Vulpillière
Clarafond-Arcine	ZAC 3 de Chêne (La Grande Combe), Bois de la Donaz, Clarafond
Clermont	Le Crêt, Sur l'Hôpital, Essert, Le Closet
Contamine-Sarzin	Sur Villard, Grands Champs de Villard, Villard, Pré Communaux, Champ Barracan, Vers les Moraines des Ussets
Corbonod	Au Crochon, A la Treille, Champ Méraud, Charbonnières, Vers Ripet, En Bioleaz
Desingy	Etrables, Garguis
Droisy	Droisy
Eloise	Fiolaz, Le Barcy, Sur l'Etang, Le Chef-Lieu

Communes	Secteurs en assainissement collectif futur (Lieux-dits cadastraux)
Franc lens	-
Frangy	Champs Courbes Est, Paradis, Le Grand Pont Ouest, Sur Creux Ouest
Musièges	Le Beule, La Cour, Verronnet
Marlioz	Marlioz, Cudet, Au Poisat, Chez les gays, Broussailles des Usses, Chez Guédot
Menthonnex-sous-Clermont	Champ du Carroz, mont Loup, Menthonnex Chef-Lieu
Minzier	Minzier, Sur la Côte
Seyssel 01	Le Mannecières, Plan de Cabaret, Le Chafois
Seyssel 74	L'Ile Sud, Charagny, Côtes Nord, Côtes Sud, Pré Dombet, La Genty, Les Maillettes, La Prairie Est, Contour du Paumont
St Germain-sur-Rhône	-
Usinens	Usinens, Pré Rosay
Vanzy	Chatenod, L'Uche, Moucy

Les noms des lieux-dits cadastraux sont donnés à titre indicatif et ne sont souvent concernés qu'en partie. Seule la carte de zonage donne la localisation et le découpage précis de ces secteurs.

IV.3.2.3 - Proposition de réglementation des zones d'assainissement collectif futur

En attente du réseau d'assainissement :

- La commune prend à sa charge la réalisation de nouveaux réseaux d'eaux usées séparatifs et doit disposer une boîte de branchement en limite de chaque propriété à raccorder.
- Toute habitation existante doit disposer d'un assainissement non collectif fonctionnel et correctement entretenu.
- La mise aux normes des dispositifs d'ANC existants ne sera pas imposée pour les habitations existantes situées dans les zones en assainissement collectif futur (sauf en cas avéré de problème de salubrité publique, atteinte à l'environnement et nuisance pour un tiers).
- Toute extension ou réhabilitation avec permis de construire d'une habitation existante implique :
 - La mise aux normes de son dispositif d'assainissement non collectif,
 - La mise en place, en attente, d'une canalisation pour les eaux usées en prévision de son raccordement au réseau collectif.
- Aucune demande de permis de construire ne sera instruite en ANC dans l'attente du réseau, il est impératif que les communes limitent les constructions dans l'attente des infrastructures d'assainissement nécessaires et suffisantes.

Une fois le réseau d'assainissement créé :

- Toutes les habitations existantes disposeront de deux ans (à compter de la date de mise en service du réseau collectif) pour se raccorder (*article L1331-1 du Code de la Santé Publique*).
L'*article L. 1331-1 du code de la santé publique* assortit toutefois cette obligation de raccordement au réseau pour les immeubles desservis dans un délai de deux ans à compter de la mise en service, de possibilités d'exonérations de l'obligation ou de prolongations de délai. En outre, le maire peut, par arrêté approuvé par le préfet, accorder une prolongation du délai de raccordement notamment aux propriétaires d'immeubles ayant fait l'objet d'un permis de construire datant de moins de dix ans, lorsque ces immeubles sont pourvus d'une installation d'assainissement individuel réglementaire autorisées par le permis de construire et en bon état de fonctionnement. Ces prolongations de délai ne doivent toutefois pas excéder dix ans.
- Dès l'établissement du branchement, déconnexion et condamnation des fosses et autres installations de même nature (*article L1331-5 du Code de la Santé Publique*)
- Toutes les habitations futures auront l'obligation de se raccorder au réseau collectif d'assainissement.
- Convention de raccordement pour toute activité engendrant des rejets autres que des rejets domestiques (*article L1331-10 du Code de la Santé Publique*).
- D'un point de vue financier, sont à la charge du particulier :
 - les frais de suppression du dispositif d'ANC,
 - les frais de branchement (sur le domaine privé),
 - la redevance d'Assainissement Collectif,
 - la PFAC (Participation pour de Financement de l'Assainissement Collectif) qui concerne toute construction nouvelle ou toute extension d'une construction existante.
- Le défaut de raccordement donne la possibilité de doublement de la redevance d'assainissement collectif.

IV.4 - ZONES EN ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

IV.4.1 - DEFINITION

La Loi sur l'eau affirme l'intérêt général de la préservation de l'eau, patrimoine commun de la Nation. Elle désigne l'assainissement non collectif comme une technique d'épuration à part entière permettant de contribuer à cet objectif en protégeant la santé des individus et en préservant la qualité des milieux naturels grâce à une épuration avant rejet.

L'assainissement non collectif (ou autonome, ou individuel) désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le traitement et le rejet des eaux usées domestiques sur une parcelle privée. Ce mode d'assainissement efficace permet de disposer de solutions économiques pour l'habitat dispersé.

IV.4.2 - JUSTIFICATION DES PROJETS

Sur le reste de chaque commune, le scénario d'assainissement collectif a été écarté du fait :

- de l'éloignement des réseaux existants,
- des faibles perspectives d'urbanisation,
- du faible nombre d'habitations concernées,
- des contraintes financières,
- de l'aptitude des sols (perméabilité) et des milieux (pente, exutoire ...) qui offre une solution d'assainissement non collectif.

IV.4.3 - ZONES DEFINIES

Sont zonées en assainissement non collectif, toutes les zones qui ne relèvent, ni de l'assainissement collectif actuel, ni de l'assainissement collectif futur. Il s'agit principalement de tout l'habitat diffus et isolé de chaque commune ainsi que les zones urbanisées et urbanisables au PLUi listées dans le tableau ci-dessous :

Communes	Secteurs en assainissement non collectif (lieux-dits cadastraux)
Anglefort	Bezonne, Lavanche, Ilage devant l'Eglise, Ilage de Chambarain
Bassy	Le Lend, Panloup, Bassy, Chez les Métral, Champ du Bois, Derrière Chez Robert, Sur Servet, Veytrens
Challonges	Challonges, La Culaz, Buyet, Millet
Chaumont	-
Chavannaz	-
Chêne en Semine	Girod, Boisin, Arjon, Tuilière Nord
Chessenaz	Héry
Chilly	Quincy, Ferraz, Champ de la Croix, Vers Grange, La Cry d'en Haut, La Bollatery, Chez Métral, Les Grands Prés, La Branle, Grange Bouillet, Les Vernays, Les carrés, Curnillex, Les Bornes, Mannecy
Clarafond-Arcine	La Fruitière, Trainant, Quincy

Communes	Secteurs en assainissement non collectif (lieux-dits cadastraux)
Clermont	Botesse
Contamine-Sarzin	Sous Perron, Sarzin
Corbonod	Hameau d'Orbagnoux, Champ du Clos, Hameau de Puthier, Hameau de Siland, Etranginas, En Tirel, Aux Pierrailles, Eilloux, Château de Grexce, A Volage, A Marboez Est, Reymoz, Plan Léger
Desingy	Barbolla, Les Hutins de Planaz, Tagny d'en Haut Nord, Tagny d'en Haut Sud, Vannecy, Douvres, Vallières d'en Haut, Vallières d'en Bas, Aux Marquisats, Charnod
Droisy	-
Eloise	Pralong, Sur les Sizes, Sur Bonvy
Franc lens	-
Frangy	Champagne, Bossy
Musièges	Serrasson Est, Vers Maux
Marlioz	Au Penez Nord, Les Albens, Les Magevands
Menthonnex-sous-Clermont	Chez Davy, Chainaz, Combette, Foraz, La Tour, Doucy, Champ Riondet, Mortery
Minzier	Chamoux, Sous Chamoux, La Côte, Sous la Côte, Epandezey, Les Resses
Seyssel 01	Seyssel Nord, Le Chafois,
Seyssel 74	Vens, Les Plats, Le Crêt, L'Epine, La Maillanne, Les Vignes Bulat, Le Mouillet, Prairod Ouest, Prairod Est
St Germain-sur-Rhône	Canaz, Les Balmettes
Usinens	Croix, Chez Bornens, Sur Fredon, La Cambuse
Vanzy	Bas Marteret, Haut Marteret, Mons

Les noms des lieux-dits cadastraux sont donnés à titre indicatif et ne peuvent être concernés qu'en partie. Seule la carte de zonage donne la localisation et le découpage précis de ces secteurs.

IV.4.4 - GESTION ET ORGANISATION

IV.4.4.1 - Le contrôle des installations

Plusieurs contrôles peuvent être mis en œuvre suivant le type d'installation :

➤ Le contrôle de conception et d'implantation des installations nouvelles :

Ce contrôle permet de s'assurer que le projet d'assainissement du particulier est en adéquation avec les caractéristiques du terrain (nature du sol, pente, présence d'un puits destiné à la consommation humaine, ...) et la capacité d'accueil de l'immeuble. Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur.

➤ Le contrôle de réhabilitation :

Ce contrôle permet de s'assurer que les travaux sont réalisés conformément aux règles de l'Art (Norme AFNOR DTU XP 64.1 d'août 2013) et de vérifier le respect du projet validé par le SPANC. Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur sur l'entretien de son installation d'assainissement individuel. Il est réalisé avant le remblaiement des ouvrages et la remise en état du sol.

➤ Le contrôle de bon fonctionnement :

Ce contrôle permet de vérifier le bon fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif et de s'assurer qu'elle n'est pas à l'origine de pollutions et / ou de problèmes de salubrité publique. Il est réalisé de manière régulière selon une périodicité comprise entre 4 et 8 ans. La fréquence maximale a été décalée à 10 ans d'après la Loi Grenelle II. Il permet également d'informer et de conseiller l'usager.

IV.4.4.2 - L'entretien des installations

L'article 15 de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixe les modalités d'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif :

« Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet selon des modalités fixées par arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement, de manière à assurer :

- *leur bon fonctionnement et leur bon état, notamment celui des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;*
- *le bon écoulement et la bonne distribution des eaux usées prétraitées jusqu'au dispositif de traitement ;*
- *l'accumulation normale des boues et des flottants et leur évacuation.*

Les installations doivent être vérifiées et entretenues aussi souvent que nécessaire.

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Les installations, les boîtes de branchement et d'inspection doivent être fermées en permanence et accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

Les conditions d'entretien sont mentionnées dans le guide d'utilisation, qui doit être fourni avec la filière et qui précise les modalités d'installation, d'entretien et de vidange des dispositifs. »

Pour mémoire, l'arrêté du 6 mai 1996 fixait la périodicité de la vidange de la fosse toutes eaux à 4 ans, ce qui permet de fixer un ordre de grandeur, pertinent pour de l'habitat permanent. **De plus, il est nécessaire de demander un bordereau de suivi des déchets.**

Le DTU XP 64.1 d'août 2013, norme pour la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif, précise :

Produits	Objectifs de l'entretien	Action	Périodicité de référence
Fosse	Eviter le départ des boues vers le traitement	Inspection et vidange des boues et des flottants si hauteur de boues > 50 % de la hauteur sous fil d'eau (fonction de la configuration de la fosse septique) Veiller à la remise en eau	Première inspection de l'ordre de 4 ans après mise en service ou vidange, puis périodicité à adapter en fonction de la hauteur de boues
Préfiltre intégral ou non à la fosse septique et boîte de bouclage et de collecte	Eviter son colmatage	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection annuelle
Bac dégraisseur (suffisamment dimensionné)	Eviter le relargage des graisses	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection semestrielle
Boîte de bouclage et de collecte	Eviter toute obstruction ou dépôt	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection et nettoyage si boîte de bouclage et de collecte en charge
Dispositifs aérobies	Selon les instructions d'exploitation et de maintenance claires et compréhensibles fournies par le fabricant		

IV.4.4.3 - Coûts et répercussions

En application des articles R2333-121 et R2333-122 du Code général des collectivités territoriales, les prestations de contrôle assurées par le SPANC donnent lieu au paiement par l'usager d'une redevance d'assainissement non collectif. Cette redevance spécifique est destinée à financer les charges du service et doit être distincte de la redevance d'assainissement collectif.

En matière d'investissement, les travaux restent à la charge des propriétaires.

Le coût moyen unitaire d'une réhabilitation est évalué entre 7 000 et 10 000 €HT.

Les particuliers peuvent, dans certains cas, bénéficier d'aides financières de la part de l'Agence de l'Eau.

IV.4.5 - PROPOSITION DE REGLEMENTATION DES ZONES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

- La collectivité a mis en place un SPANC ainsi qu'un règlement d'assainissement non collectif.
- Toutes les habitations existantes doivent disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif fonctionnel, conforme à la réglementation (*arrêté du 07 septembre 2009*).
- La mise en conformité des installations est obligatoire.
- Toute construction nouvelle doit mettre en place un dispositif d'assainissement autonome conforme à la réglementation.

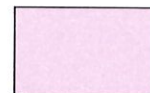
- Toute extension ou réhabilitation avec permis de construire d'une habitation existante implique la mise aux normes de son dispositif d'assainissement non collectif.
- La carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif donne une simple indication sur le type de filière à mettre en place pour un secteur donné. Une étude géologique à la parcelle sera demandée pour toute installation d'un dispositif d'assainissement individuel neuf ou pour toute mise aux normes d'un dispositif existant, afin de définir la filière la mieux adaptée.
- L'absence de solution technique complète doit être un motif de refus de permis de construire.
- La poursuite de l'urbanisation est conditionnée par les possibilités d'assainissement non collectif
- Pour toute nouvelle construction (sur toute parcelle vierge classée constructible au PLU) :
 - La totalité du dispositif d'assainissement non collectif (fosse septique, filtre à sable, dispositif d'infiltration dans les sols) doit être implanté à l'intérieur de la superficie constructible, dans le respect des normes et règlements en vigueur. (Celui-ci ne peut être implanté sur des parcelles dites naturelles, agricoles ou non constructibles que si les parcelles concernées jouxtent la parcelle construite et si elles appartiennent au même propriétaire, soumis à l'accord de la commune).
 - Surface minimum requise :
Pour être constructible en ANC, une parcelle doit être suffisamment grande pour permettre l'implantation de tous les dispositifs d'assainissement nécessaires pour réaliser une filière respectant la réglementation, dans le respect notamment des :
 - Reculs imposés (3 mètres des limites, 5 mètres des fondations),
 - Règles techniques d'implantation (mise en place interdite sous les accès, les parkings, ...).
 - En cas d'espace insuffisant, le permis de construire doit être refusé.
- Pour toute construction existante (quel que soit le classement au PLU) :
 - La mise aux normes du dispositif d'assainissement non collectif est possible sur n'importe quelle parcelle, quel que soit son classement au PLU (mis à part périmètre de protection, emplacement réservé ou classement spécifique qui empêche la réalisation technique de celle-ci) dans le respect des normes et règlement en vigueur.
 - L'impossibilité technique de réaliser un dispositif réglementaire peut motiver le refus de changement de destination d'anciens bâtiments (corps de ferme).
- La collectivité a l'obligation de contrôle des installations. En cas de non-conformité de l'installation d'ANC (problèmes constatés sur zone à enjeux sanitaires et/ou environnementaux), le propriétaire a un délai de 4 ans pour procéder aux travaux prescrits dans le rapport de contrôle (*arrêté du 27/04/2012*).
- En cas de vente, l'acquéreur doit être informé d'une éventuelle non-conformité (rapport de contrôle daté de moins de 3 ans) et dispose d'un délai d'un an après l'acte de vente pour procéder aux travaux de mise en conformité.
- D'un point de vue financier, sont à la charge du particulier :

- les frais de mise en conformité,
 - les frais de vidange et d'entretien des installations,
 - la redevance de l'assainissement non collectif.
- Le défaut de raccordement donne la possibilité de doublement de la redevance d'assainissement non collectif.

IV.5 - CARTOGRAPHIE DE ZONAGE

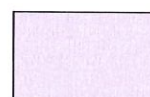
En cohérence avec les documents d'urbanisme en vigueur, le zonage d'assainissement des eaux usées définira :

➔ Des zones d'assainissement collectif en situation actuelle :



Sont concernées par ce zonage les parcelles raccordées ou desservies par un réseau collectif d'assainissement des eaux usées, séparatif ou unitaire.

➔ Des zones d'assainissement collectif en situation future :



Sont concernées par ce zonage les parcelles desservies en situation future par le réseau collectif.

➔ Des zones d'assainissement non collectif :



Sont concernées par ce zonage le reste du territoire communal non concerné par les zonages en collectif en situation actuelle ou future.

Les cartographies présentées en Annexe 3 constituent les plans de zonages d'assainissement des eaux usées des communes.

La délibération de la CCUR est présentée en Annexe 4.

